

Nouvelle Donne dénonce la répression brutale des mobilisations citoyennes et l'état dans lequel Macron va laisser la France après dix ans de politiques antisociales.

Une nouvelle fois, les manifestations du 17 octobre ont montré une doctrine du maintien de l'ordre totalement inappropriée. L'impréparation des « forces de l'ordre », l'usage d'armements dénoncés depuis longtemps, les pratiques de maintien de l'ordre dangereuses ont de nouveau conduit à des mutilations et des blessé-es parmi les manifestant-es, ce qui n'est pas admissible et souligne la dérive autoritaire du pouvoir macroniste. Samedi, **le droit de manifester a été durement malmené, voire empêché.**

À cela s'ajoute l'attitude irresponsable du gouvernement, qui a négligé les signaux forts annonçant une affluence importante de perturbateurs et des risques élevés de dégradations. Le nombre insuffisant de policier-es et de gendarmes déployé-es et le choix de les concentrer sur les manifestations ont laissé des lieux de pouvoir et de nombreux commerçant-es sans ressources, totalement démunis-es et livré-es à elles/eux-mêmes, face aux dégradations et aux pillages. Nous réprouvons ces dégradations qui ont entaché la mobilisation du 17 octobre et apportons notre soutien aux commerçant-es qui n'ont pas été protégé-es.

Ces événements ont au final occulté le fait que **de nombreuses déambulations se sont déroulées dans un esprit festif et créatif**, mais surtout **l'importance des revendications légitimes** des lycéens, des Gilets jaunes et de la société civile pour un avenir meilleur, qui restent, dès lors, toujours sans solution.

Face à cette situation, Nouvelle Donne s'oppose fermement aux récupérations politiques, aux amalgames et aux accusations portées contre la gauche, et en particulier contre la France Insoumise, qui ne peut être tenue pour responsable de ces événements. Nous considérons qu'il est extrêmement grave de diaboliser la gauche, tout en banalisant et en mettant en œuvre les idées et les méthodes de l'extrême droite.

La responsabilité de la situation incombe exclusivement au gouvernement qui - fidèle aux pratiques macronistes depuis 10 ans – reste sourd aux revendications, ne se remet jamais en question et persiste dans sa politique inefficace et injuste. La violence des réquisitions lors des procès contre de nombreux jeunes sans casier judiciaire montre la peur panique d'un pouvoir qui se considère comme au-dessus des alertes populaires.

Il est évident que, tant que les revendications ne seront pas entendues, les mobilisations continueront. Plutôt que de faire le choix du pourrissement et de la répression, il existe un moyen très simple d'apaiser la situation, mais il est clair que le gouvernement ne souhaite pas changer de ligne politique.

Les jeunes et les moins jeunes attendent de profonds changements que seules les forces de gauche et écologistes ont la volonté de mettre en œuvre. Ces forces politiques doivent maintenant faire front commun pour gagner l'élection présidentielle et les législatives de 2027.

Nouvelle Donne réitère son attachement à l'unité et appelle toutes les forces de gauche à se réunir autour de la démarche que nous défendons depuis maintenant plus d'un an :

- accord autour d'un programme de rupture basé sur celui du NFP 2024
- constitution d'une équipe gouvernementale plurielle
- investiture d'un-e candidat-e commune pour chaque circonscription législative
- désignation d'une candidature commune à l'élection présidentielle

Seule l'unité nous permettra de reprendre la main pour offrir aux Françaises et aux Français un avenir apaisé, juste, fraternel, qui protège, dans un monde habitable soucieux de préserver les écosystèmes.